



Le roi Charles, Trump et le Commonwealth - un pivot qui mérite réflexion ?

Les rapports suggèrent que le roi Charles veut que les États-Unis rejoignent le Commonwealth, avec Trump à bord. Alors que les États-Unis pivotent de l'Europe et de l'OTAN vers le Pacifique, il serait logique de se concentrer sur le QUAD, l'AUKUS et le Royaume-Uni. En tant que superpuissance en déclin, l'Amérique pourrait trouver un attrait dans ce changement symbolique, tandis que Charles vise à servir de médiateur entre les tensions entre les États-Unis et le Canada.

Par [Uriel Araujo](#)

Mondialisation.ca, 31 mars 2025

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Certains [rapports](#) suggèrent une tournure géopolitique intéressante : **le roi Charles**, selon certains, veut que les États-Unis rejoignent le Commonwealth, et le **président Donald Trump**, toujours le joker, semble ravi par la perspective. En apparence, cela peut ressembler à des tabloïds - Buckingham Palace rencontre Mar-a-Lago dans un tango diplomatique bizarre. Pourtant, si l'on enlève les couches, tout s'imbrique.. À une époque où les alliances changent et où les vieilles certitudes s'effondrent, cette idée soi-disant excentrique pourrait simplement faire allusion à un réaligement plus large.

Les États-Unis, sous la direction quelque peu grandiloquente de Trump, s'éloignent de l'Europe et de l'OTAN vers un avenir axé sur le Pacifique (plus un accent [néo-Monroëiste](#) sur le continent américain). Cela étant, on pourrait s'attendre à ce que QUAD et [AUKUS](#) soient ses ancrés, et à améliorer la relation historiquement spéciale avec la Grande-Bretagne, dans le monde post-Brexit, serait la décision naturelle à prendre - même s'il y a des doutes sur l'engagement [du](#) dirigeant américain (largement considéré comme peu fiable) [envers AUKUS](#) également. Dans ce contexte, le roi Charles pourrait-il, dans sa manière tranquille, jouer le médiateur d'un quartier nord-américain en rupture ? De plus, cela pourrait faire partie d'une série de gestes symboliques pour améliorer encore le partenariat anglo-américain.

Accédons par l'engouement [buzz]. En réponse à un [reportage de](#) DailyMail (selon lequel le roi britannique ferait une offre secrète au président américain pour devenir le prochain membre associé du Commonwealth), Trump a partagé le lien d'actualité sur son compte Truth Social avec les mots « J'aime le roi Charles. Ça me semble bien ! »

Le Commonwealth, un bloc de 56 nations enraciné dans le passé colonial de la Grande-Bretagne. Presque toutes les anciennes colonies de Grande-Bretagne sont maintenant membres du Commonwealth des Nations, l'Irlande et les États-Unis étant des exceptions notables. Sur les 56, seule une minorité (14) reconnaît le roi Charles comme leur chef d'État. En fait, ce n'est tout de même pas la première fois que l'idée de l'adhésion des États-Unis a émergé : elle a été lancée pour la première fois pendant le premier mandat de Trump.

Jusqu'à présent, aucun mot officiel du Palais ou du Secrétariat du Commonwealth n'a confirmé cela, et les sceptiques le rejettent comme du clickbait fluff ((le fil à la patte) et encore un autre trumpisme. Après tout, le rôle du roi en tant que chef du Commonwealth est largement symbolique – il ne dicte pas l'adhésion, en théorie. Mais le moment de ces rapports liés à une supposée visite d'État de Trump au Royaume-Uni, fait froncer les sourcils (cela ferait en fait de Trump le premier président américain à être accueilli deux fois par un monarque britannique). Il n'est pas difficile d'imaginer pourquoi l'histoire gagne du terrain.

Comme nous l'avons dit, c'est tout à fait logique. Le manque d'enthousiasme de Trump pour l'alliance transatlantique est bien connu. L'OTAN, pour lui, est, pour les États-Unis [surchargés](#), un accord hors de prix qui a tout à voir avec les Européens à chargement libre. Maintenant, combinez son éthos « America First », avec l'objectif géopolitique de longue date qui consiste à considérer le Pacifique comme la véritable arène du pouvoir, où la Chine occupe une place prépondérante.

Si les États-Unis doivent [tourner le dos à l'Europe](#), en doublant des partenariats comme le QUAD (États-Unis, Inde, Japon, Australie) et l'AUKUS (États-Unis, Royaume-Uni, Australie), un lien plus étroit avec la Grande-Bretagne pourrait être un pion. Le Commonwealth, avec sa structure lâche et volontaire, offre un moyen à faible participation de cimenter ce changement. Ce n'est pas un pacte militaire contraignant comme l'OTAN, juste un club d'histoire commune et de vague bonne volonté. Pour Trump, qui aime un accord qui semble grandiose mais qui coûte peu, c'est une séance photo tentante. Mais cela pourrait aussi faire partie d'efforts diplomatiques plus larges.

Ensuite, il y a le roi Charles lui-même. Contrairement à sa mère, la reine Elizabeth II, qui incarnait la continuité stoïque, Charles a signalé une approche plus active – bien que subtile – de son rôle (au besoin pour maintenir le Royaume-Uni [uni](#), même). Les rapports suggèrent que le roi est désireux de servir de médiateur dans les tensions entre les États-Unis et le Canada, une intrigue secondaire de cette saga du Commonwealth.

Les remarques désinvoltes de Trump sur l'annexion [du Canada](#) (très probablement à demi-blague, mais dans un contexte de menaces et de guerre commerciale) ont mis le feu aux poudres, et le Premier ministre canadien s'est montré hérissé à l'idée d'être le 51e État de l'Amérique. C'est là qu'intervient Charles, dont le Commonwealth comprend le Canada, et qui pourrait voir dans un statut de membre associé des États-Unis un moyen d'apaiser la querelle. Il s'agit d'un projet diplomatique de longue haleine, mais qui correspond à son désir apparent de moderniser l'institution tout en exerçant son pouvoir de persuasion.

Tout cela se déroule dans un contexte de [déclin](#) américain – ou du moins d'une retraite stratégique.

Les États-Unis restent une superpuissance, mais ils sont trop sollicités. La guerre par procuration en Ukraine, les troubles au Moyen-Orient, la Chine en plein essor et la polarisation intérieure ont partiellement sapé son appétit pour le maintien de l'ordre au niveau mondial. L'instinct de Trump est de se retirer des théâtres lointains tout en projetant la force – aucune faiblesse n'est autorisée. Un clin d'œil au Commonwealth pourrait être une flexion symbolique : s'aligner sur la Grande-Bretagne et ses alliés du Pacifique sans le poids de la clause de défense mutuelle de l'OTAN. Il s'agit moins d'une question de gouvernance (les États-Unis ne brandissent pas d'Union Jacks) et plus d'optique – une mise à niveau de « relation spéciale » pour l'ère d'Instagram à tout le moins.

Les critiques peuvent se moquer. Le Commonwealth n'est pas vraiment un bloc de puissance ; c'est une relique, pourraient-ils dire, avec peu de poids économique ou militaire. Pourquoi les États-Unis s'en préoccuperaient-ils ? Et Charles, malgré toutes ses bonnes intentions, n'a pas l'influence pour y parvenir. De plus, les décisions d'adhésion incombent au Secrétariat, et non au roi, et l'adhésion des États-Unis – même en tant qu'associé – serait confrontée à des obstacles logistiques et politiques. Le Congrès hésiterait probablement, et le public pourrait le voir comme un pas trop près de la monarchie. Pourtant, l'idée persiste parce qu'elle s'inscrit dans des courants réels : des États-Unis lassés de l'Europe, une Grande-Bretagne cherchant une pertinence post-Brexit et un roi désireux de redéfinir son héritage.

Il n'y a donc aucune raison de qualifier d'« absurde » l'idée d'une adhésion des États-Unis au Commonwealth. Nous vivons une époque chaotique et des choses « plus étranges » se sont déjà produites. Il s'agit en fait d'une idée originale dans un monde où les anciennes alliances s'effilochent et où de nouvelles sont improvisées (et en fait, les liens entre les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont rien de « nouveau »). En outre, l'enthousiasme de Trump est une carte joker ; il s'inscrirait probablement juste pour « troller » ses détracteurs. Charles, quant à lui, pourrait se réjouir de pouvoir jouer les hommes d'État.

Le plan supposé a quelques défis : il nécessiterait l'approbation de tous les membres du Commonwealth, et la présidence agressive et antagoniste de Trump (en termes de politique étrangère) pourrait générer des objections. Il y a une contradiction inhérente à la combinaison du pivot vers le Pacifique dans un partenariat américano-britannique avec le néo-monroïsme (il suffit de demander au Canada).

Au niveau national, toute initiative en faveur de l'Angleterre ferait face à [des réactions négatives](#) de la part de la base nativiste « MAGA » la plus radicalisée de Trump, qui voit Londres comme une force du mal. Mais au-delà de la question du Commonwealth, le fait est qu'une Amérique [États-Unis] qui s'isole et qui s'est mis à dos le reste du monde a besoin d'un allié fort (tout comme un président qui s'est [fait trop d'ennemis](#)) : le Royaume-Uni semble être le seul à pouvoir offrir cela aujourd'hui. Toute discussion sur le Commonwealth doit être considéré au moins comme un geste symbolique dans ce contexte.

Uriel Araujo

Lien vers l'article original:



[King Charles, Trump, and the Commonwealth - A Pivot Worth Pondering?](#)

L'article en anglais a été publié initialement sur le site [InfoBrics](#), le 28 mars 2025.

Traduit par Maya pour [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

*

Uriel Araujo est un chercheur spécialisé dans les conflits internationaux et ethniques. Il contribue régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#).

Articles Par : [Uriel Araujo](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca